

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7–11 juin 2010

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2010/7-C
10 mai 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE PAYS GHANA 104180 (2006–2010)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, OE*: Mme C. Heider tél.: 066513-2030

Fonctionnaire principale
chargée de l'évaluation, OE: Mme S. Burrows tél.: 066513-2519

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau de l'évaluation

RÉSUMÉ

Le Ghana affiche un développement contrasté. Bien qu'il figure parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier, le Ghana est en passe de devenir le premier pays africain à réduire de moitié d'ici à 2015 ses taux d'incidence de la pauvreté et de la faim. Toutefois, on note d'importantes disparités entre zones rurales et urbaines et entre régions, et l'insécurité alimentaire est généralisée dans les trois régions du nord où opère le PAM. La situation macroéconomique est fragile et les dépenses publiques consacrées à la protection sociale sont en baisse.

Le programme de pays a pour but d'aider le Gouvernement à reproduire des modèles réussis de programmes reposant sur l'alimentation. L'approche adoptée se fonde sur les cycles biologiques dans l'objectif de briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition aux moyens d'interventions nutritionnelles. Les deux principales composantes (soutien à l'éducation de base couvrant 61 pour cent du total des bénéficiaires, et alimentation supplémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle pour 39 pour cent) étaient censées se renforcer mutuellement sous l'effet d'un ciblage croisé visant à centrer les deux activités sur les mêmes populations. Au nombre des effets directs attendus figuraient l'amélioration de la capacité nationale d'exécuter les programmes et l'accroissement de la demande de produits agricoles locaux.

L'évaluation offre au bureau de pays et aux partenaires des enseignements utiles pour renforcer les programmes futurs et guider l'élaboration en cours de la stratégie de pays. L'application d'une approche composite a permis de constater que le programme de pays était, et continue d'être, en phase avec les besoins du Ghana.

La plupart des produits prévus se sont concrétisés, mais sur le plan des effets directs, le bilan été plus limité. Ce constat est dû en partie à la vaste couverture géographique conjuguée à l'ampleur et à l'intensité inadéquates des activités, mais aussi au faible engagement du Gouvernement ghanéen et aux efforts insuffisants des pouvoirs publics et du PAM dans l'exécution des stratégies de transfert des responsabilités. Le personnel du bureau du PAM au Ghana n'a eu que peu de temps à consacrer au programme de pays pendant l'intervention d'urgence menée pour faire face aux inondations et à la flambée des prix des produits alimentaires.

De manière générale, le programme de pays a atteint partiellement ses objectifs. Le soutien à l'éducation de base s'inscrit dans la droite ligne des politiques nationales dans ce domaine. L'alimentation scolaire, qu'il s'agisse des repas sur place comme de la distribution aux filles de rations à emporter à la maison, a contribué à renforcer les taux de scolarisation et d'assiduité, la parité entre les sexes et l'accès des filles à l'enseignement secondaire. La distribution de rations à emporter constitue un modèle de meilleure pratique qu'il est possible de reproduire à plus grande échelle. Bien que le Ministère de l'éducation reconnaisse que l'alimentation scolaire sur site aide à accroître le taux de scolarisation, les moyens déployés par le Gouvernement pour assurer un transport efficient et en temps voulu des vivres ont été insuffisants et les budgets établis à l'échelon des districts inadéquats. Des difficultés

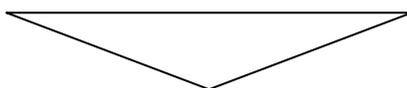
subsistent dans les écoles sous-financées qui gèrent un programme d'alimentation scolaire des contextes d'apprentissage fragiles.

Le modèle d'alimentation supplémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle a fait reculer l'insuffisance pondérale et l'émaciation et a de toute évidence contribué à améliorer les connaissances en matière de nutrition, mais il ne permet pas de lutter efficacement contre le retard de croissance. Le développement des capacités nationales prévu dans le modèle du PAM a été limité, car la politique gouvernementale privilégie aujourd'hui des approches davantage axées sur la prévention dans les domaines de la santé et de la nutrition. Les activités génératrices de revenus commencent à donner de bons résultats. Mises en place lors du précédent programme de pays lors du transfert des activités d'alimentation supplémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle, elles s'inscrivaient dans la stratégie de durabilité, mais il n'y a eu aucun nouveau transfert de responsabilité dans le cadre du présent programme de pays. La forte augmentation des achats locaux jusqu'en 2008 a rendu le rôle du PAM à l'appui des agriculteurs locaux plus visible, mais l'approvisionnement local a marqué un recul en 2009.

Toutes ces raisons font que l'efficacité du programme a été réduite, ce qui a conduit à des diminutions tant de la quantité que de la qualité des rations au cours de la période couverte par le programme de pays.

L'équipe d'évaluation recommande la poursuite d'un programme de pays, visant à mettre en place des modèles de meilleures pratiques économiquement efficaces, prévoyant un désengagement progressif du PAM. Néanmoins, le futur programme devrait être centré sur un moins grand nombre de districts, sélectionnés selon les critères d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité. Un réalignement sur les nouvelles politiques nationales, ainsi que le renforcement des partenariats et des effectifs accompagnés de budgets appropriés s'imposent pour mener à bien des activités spécifiques de développement des capacités.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du "Rapport succinct de l'évaluation du programme de pays Ghana 104180 (2006–2010)" (WFP/EB.A/2010/7-C) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.A/2010/7-C/Add.1, et invite le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

INTRODUCTION

1. Le programme de pays du PAM 104180 pour le Ghana (2006–2010) est dans sa dernière année de mise en œuvre, et le bureau de pays a commencé à élaborer sa stratégie de pays. L'évaluation à mi-parcours initialement prévue pour 2008 a été reportée en raison des élections nationales. Le principal objectif de la présente évaluation est de "donner une analyse indépendante de la performance du programme de pays reposant sur des données probantes, afin de permettre au PAM et à d'autres partenaires d'ajuster leur action selon que de besoin pour le reste de la période couverte par le programme, et en vue d'éclairer l'élaboration du nouveau programme de pays¹." L'évaluation couvre les activités du programme de pays du 1^{er} janvier 2006 au mois d'août 2009; des informations de 2005 ont été utilisées aux fins de comparaison. L'opération d'urgence conduite pendant la même période n'est pas incluse dans l'évaluation, sauf lorsqu'elle a eu une incidence directe sur la performance du programme.
2. Il a été fait appel à diverses méthodes ainsi qu'à l'approche de la gestion axée sur les résultats pour évaluer les aspects suivants du programme de pays: i) adaptation et adéquation aux besoins du Gouvernement et des populations; ii) efficacité dans la réalisation des objectifs; iii) efficacité de la mise en œuvre; iv) durabilité; et, dans une moindre mesure, v) impact. Le travail des évaluateurs a consisté tout d'abord à réaliser un examen sur documents approfondi et à analyser des données secondaires au regard des indicateurs clés du programme de pays. Ont ensuite été menés des entretiens à différents niveaux (national, district, bureaux sous-régionaux) avec 115 personnes, membres du personnel du PAM, de partenaires des Nations Unies et de partenaires gouvernementaux ou parties prenantes du secteur privé et de la société civile. L'équipe d'évaluation s'est également rendue sur le terrain auprès de 12 communautés dans trois districts appartenant aux trois régions du nord couvertes par le programme de pays. Des informations supplémentaires sur la méthode suivie sont fournies en annexes au rapport principal.
3. Le Ghana connaît un développement contrasté, marqué par des avancées et des reculs. Entre 2008 et 2009, il est passé du 142^e au 152^e rang sur 182 pays selon l'indicateur du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En revanche, le Ghana devrait devenir le premier pays africain à atteindre le premier des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui consiste à réduire de moitié d'ici à 2015 la pauvreté et la faim. La dernière enquête en date sur le niveau de vie dans le pays (2006) a montré une nette baisse du pourcentage de la population vivant dans la pauvreté à l'échelle nationale. La croissance économique a été soutenue, avec une croissance du produit intérieur brut qui est passée de 5,9 pour cent en 2005 à 7,2 pour cent en 2008. Les élections de 2008, ont entraîné un transfert pacifique et démocratique du pouvoir politique. Le Ghana enregistre des taux relativement faibles de personnes souffrant de la faim en comparaison d'autres pays en transition économique et affiche des résultats plutôt satisfaisants au regard des indicateurs mondiaux de la gouvernance. La production vivrière a augmenté de 88 pour cent entre 1990 et 2006.
4. Pourtant, le Ghana est aussi un pays à faible revenu et à déficit vivrier² qui présente d'importantes disparités entre zones rurales et urbaines et entre régions. Dans les trois régions du nord (Nord, Haut Ghana oriental et Haut Ghana occidental) et certaines zones côtières, on constate une persistance de l'insécurité alimentaire, un accès plus restreint aux

¹ Voir le mandat de l'évaluation.

² Profils de pays de la FAO, mai 2009.

services de base et une incidence croissante du stress environnemental. Les taux de retard de croissance des enfants de moins de 5 ans, de mortalité infantile et de mortalité maternelle y sont tous considérablement plus élevés que la moyenne nationale. Les taux de mortalité maternelle semblent être en hausse³. Ces régions comptent dorénavant la moitié de la population du Ghana vivant au-dessous du seuil de pauvreté et ont été touchées de manière disproportionnée par la flambée des prix des produits alimentaires⁴; 58 pour cent des producteurs vivriers sont en situation d'insécurité alimentaire, et leur densité est plus élevée dans les régions du nord.

5. Bien que la Banque mondiale considère la politique budgétaire du Ghana comme "favorable à la croissance et aux pauvres", la situation macroéconomique actuelle est qualifiée de "fragile"⁵. La crise financière mondiale a entraîné une baisse de la valeur des exportations, une chute des prix des produits de base, une diminution et un renchérissement des capitaux étrangers, une réduction des envois de fonds et un ralentissement de l'activité touristique. Ces facteurs ont provoqué un fléchissement de la croissance des revenus, des pertes d'emplois et des pressions budgétaires, ce qui a conduit à une réduction des dépenses publiques consacrées aux systèmes de protection sociale. En outre, le Ghana a accueilli des réfugiés en provenance d'autres pays de la région.

APERÇU DE LA STRATÉGIE DU PROGRAMME

6. Le PAM s'est fixé pour mission au Ghana "d'aider le Gouvernement à élargir et à reproduire dans tout le pays les bons modèles de programmes à base alimentaire pour accroître la demande et l'offre d'enseignement de base, avec respect de la parité entre les sexes, ainsi que les services de santé et de nutrition destinés aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes exposés à la malnutrition"⁶. Les effets directs attendus du programme de pays étaient les suivants:
 - i) réduire les niveaux de malnutrition chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de 5 ans à risque;
 - ii) améliorer les taux d'assiduité et d'achèvement des études chez les écoliers suivant un enseignement de base;
 - iii) améliorer la capacité nationale de mettre en œuvre et d'élargir des programmes d'alimentation supplémentaire et d'alimentation scolaire à l'école; et
 - iv) accroître la demande de produits agricoles nationaux pour couvrir les besoins des nouveaux marchés créés par l'alimentation scolaire.
7. Ces effets directs devaient être obtenus au moyen de deux grandes composantes:
 - i) alimentation supplémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle (ASESN); et
 - ii) soutien à l'éducation de base (SEB). La première devait fournir des aliments composés enrichis aux enfants et aux mères, renforcer les capacités de programmation dans le domaine de la nutrition au niveau des régions, des districts et des sous-districts, et

³ Gouvernement du Ghana, enquête en grappes à indicateurs multiples 2006.

⁴ Biederlack, L. et Rivers, J., 2009. Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, Ghana. PAM.

⁵ Brinkman, H.-J., Bauer, J.-M. et Mahama, A. 2009, *Assessing the Impacts of the Global Economic and Financial Crisis on Vulnerable Households in Ghana* (Évaluation des impacts de la crise économique et financière mondiale sur les ménages vulnérables du Ghana). PAM.

⁶ PAM, 2005. Projet de programme de pays – Ghana 10418.0 (2006–2010), para. 17. WFP/EB.2/2005/7-A/3.

améliorer l'éducation sanitaire et nutritionnelle à l'échelon communautaire. La deuxième comportait deux activités principales: l'alimentation scolaire pour les élèves des classes P1 à P6 (enseignement primaire) et la distribution de rations à emporter à la maison aux filles des classes P4 à S3 (fin du primaire et premier cycle de l'enseignement secondaire). En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), cette distribution a ciblé 19 des 36 districts les plus démunis du nord du Ghana et ceux présentant les indicateurs de parité entre les sexes les moins satisfaisants.

8. L'objectif du programme de pays était de faire à l'intention du Gouvernement la démonstration des meilleures pratiques de programmation en matière d'alimentation scolaire et de nutrition. Une stratégie progressive et ambitieuse de transfert des responsabilités a été mise en place pour la composante 1 (ASESN), et une stratégie d'élargissement puis de transfert des responsabilités a été élaborée pour la composante 2 (SEB)⁷. Les activités destinées à assurer la continuité (comme les programmes de génération de revenus proposés aux groupes de femmes afin de poursuivre certaines interventions de nutrition) sont utiles, mais leur succès nécessite de la part du PAM un travail intense de facilitation auprès des collaborateurs relevant des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile. Le programme de pays envisageait une approche axée sur le cycle biologique qui devrait permettre aux enfants de moins de 5 ans et aux élèves du primaire et du premier cycle du secondaire de bénéficier du ciblage croisé des composantes 1 et 2 conduites simultanément.

RÉSULTATS

9. **Portée:** le programme de pays du PAM pour le Ghana a une portée géographique étendue, mais l'échelle et l'intensité des interventions n'ont pas suffi à entraîner des changements notables dans les districts où les composantes 1 et 2 étaient mises en œuvre simultanément. L'équipe d'évaluation a éprouvé des difficultés à déterminer les effets directs obtenus, du fait de la faible envergure des interventions en comparaison des besoins. En moyenne, les filles ont reçu des rations à emporter dans 17 pour cent des écoles primaires et 25 pour cent des établissements secondaires du premier cycle. Dans la grande majorité des districts, entre 6 et 30 pour cent des écoles primaires sont couvertes par le programme de distribution de rations à emporter. Dans la plupart, moins de 10 pour cent des établissements primaires bénéficient du programme d'alimentation scolaire, qu'il soit mené par le PAM ou intégré au programme national en place dans ce domaine. Une étude précédente préconisait que le PAM concentre ses efforts sur un petit nombre de districts propices à un développement rapide, de manière à établir des modèles susceptibles d'être reproduits.
10. **Réalisation des objectifs:** le PAM s'est employé à mener les activités des composantes 1 et 2 conformément au descriptif du projet du programme de pays et a atteint, et souvent dépassé, les objectifs fixés en termes de nombre de bénéficiaires. Néanmoins, les rations ont été réduites, tant en quantité qu'en qualité, pendant toute la durée du programme. Cette situation est due en partie à la sous-estimation du nombre de femmes bénéficiaires fréquentant les centres de nutrition infantile les jours de distribution de produits alimentaires. D'autres explications sont données dans la section consacrée au bilan d'ensemble et recommandations.

⁷ Projet de programme de pays, para. 40.

11. Effet direct 1: alimentation supplémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle.

Entre 2006 et 2008, un recul de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation chez les enfants de 6 à 59 mois a été constaté sur les sites des projets (tableau 1). La composante ASESN a assurément contribué à ces améliorations, tout comme le renforcement des prestations de services communautaires dispensés par le Service de santé du Ghana dans certains endroits, les apports de l'opération d'urgence menée simultanément par le PAM ou encore les interventions d'autres donateurs. Toutefois, bien que le PAM soit présent dans certaines communautés depuis dix ans, l'impact sur le retard de croissance est faible.

12. Dans les communautés bénéficiaires visitées, l'équipe d'évaluation a constaté que les mères étaient largement sensibilisées aux bonnes pratiques d'alimentation des nourrissons et les appliquaient rigoureusement. Il est évident que la composante ASESN a contribué à renforcer l'éducation nutritionnelle et a amélioré le niveau d'engagement et le champ d'action des infirmières du Service de santé du Ghana dans certaines zones rurales isolées du nord du pays. En revanche, peu de progrès ont été marqués en termes de prise de poids chez les femmes enceintes et les mères allaitantes des communautés bénéficiaires pendant la période du programme de pays.

TABLEAU 1. ÉVOLUTION DES INDICATEURS NUTRITIONNELS DE LA COMPOSANTE ASESN, 2006–2009 ⁸					
Effet direct	Enquête de référence de 2006	Enquête de suivi de 2007	Enquête de suivi de 2008	Enquête de suivi de 2009	Dernière moyenne nationale (2009)
% de femmes non enceintes présentant un faible indice de masse corporelle (< 18,5)	12,0	8,8	10,9	10,1	8,3 (7,2–9,5)
Enfants de 6 à 59 mois					
% d'enfants souffrant de malnutrition chronique (retard de croissance) (taille/âge < -2z)	27,4 (23,9–31,4)	36,5 (33,4–39,6)	30,8 (26,1–35,0)	26,1 (21,7–30,9)	22,1 (20,2–24,1)
% d'enfants présentant une insuffisance pondérale (poids/âge < -2z)	36,4 (32,3–40,8)	21,6 (19,0–24,3)	16,3 (12,6–19,9)	24,1 (20,1–28,5)	11,6 (10,1–13,2)
% d'enfants émaciés (poids/taille < -2z)	17,1 (14,2–20,5)	11,4 (9,4–13,5)	9,9 (6,9–12,9)	10,7 (8,4–13,5)	7,1 (5,9–8,5)

Les dernières moyennes nationales sont issues de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisée par le PAM en 2009.

⁸ Service de santé du Ghana/PAM, 2006. *Supplementary Feeding, Health and Nutrition Education Programme, Report on a Baseline Survey* (Programme d'alimentation supplémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle); Service de santé du Ghana/PAM, 2009. *Supplementary Feeding, Health and Nutrition Education Programme, Report on Follow-up Baseline Survey* (Programme d'alimentation supplémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle), rapport sur une enquête de référence de suivi.

13. La stratégie de transfert progressif des responsabilités au Service de santé du Ghana⁹ et de retrait graduel de l'aide du PAM aux communautés bénéficiaires¹⁰ n'a pas été poursuivie pendant la période couverte par le programme de pays. Lors du précédent programme, le PAM s'était retiré de 69 communautés, mais la dynamique s'est considérablement ralentie depuis le début du programme actuel et certaines communautés censées prendre en main les activités continuaient de recevoir l'assistance alimentaire du PAM au moment de l'évaluation.
14. L'une des réalisations majeures en 2009 et en 2010 a néanmoins été l'appui aux activités génératrices de revenu destinées aux groupes de femmes en vue d'assurer la continuité des centres ASESN dans 42 communautés desquelles le PAM s'était déjà retiré. La formation dispensée en collaboration avec des ONG partenaires porte sur le reconditionnement en sac et la vente de sel iodé ainsi que sur la mouture et l'enrichissement des aliments par les communautés. Dernièrement, le reconditionnement en sac du sel iodé est devenu un programme distinct, avec le concours de l'Agence canadienne de développement international. Ces initiatives témoignent de la détermination du bureau du PAM au Ghana à trouver les moyens de pérenniser les effets directs du programme et à aider les communautés là où la stratégie de transfert des activités d'alimentation supplémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle a été clairement définie. Cela étant, lorsque les femmes qui participent aux activités de création de revenu n'ont plus d'enfants bénéficiant directement de l'ASESN, elles risquent d'être peu disposées à donner aux centres ASESN les revenus qu'elles génèrent si aucune approche coopérative n'est adoptée.
15. **Effet direct 2: Soutien à l'éducation de base.** En améliorant l'accès à l'éducation et les taux d'achèvement des études dans les communautés bénéficiaires des régions les plus démunies, les activités du programme de pays concourent aux efforts nationaux visant à accroître le taux de scolarisation et la parité entre les sexes dans les écoles primaires et les établissements du premier cycle du secondaire. En 2006, les effets de la composante Soutien à l'éducation de base marquaient quelques progrès, bien que le rapport normalisé indiquait une légère baisse des taux de scolarisation et une stagnation des taux de rétention scolaire depuis l'enquête précédente. De 2007 à 2008, les taux d'assiduité et d'achèvement des études ont augmenté, en particulier chez les filles, et la parité entre les sexes s'est améliorée. Les directeurs d'école et les élèves estiment que le programme de distribution de rations à emporter et d'alimentation scolaire sur place sont des facteurs importants qui contribuent à faire progresser les taux de scolarisation et de rétention, notamment chez les filles des dernières classes du primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire.
16. L'appui à l'éducation des filles sous forme de rations à emporter a donné des résultats particulièrement encourageants. Le Service de l'éducation du Ghana a pris le programme en main et l'a mis en œuvre dans un contexte de ressources limitées. Dans le cadre de leurs travaux en cours, les responsables de l'éducation des filles ont évalué les effets du programme de distribution de rations à emporter et ont déterminé qu'il avait des répercussions favorables sur les taux d'assiduité, de rétention et d'achèvement des études des filles. Il ressort des entretiens menés avec les membres des communautés, les responsables de certains districts, les enseignants et les filles fréquentant des écoles bénéficiant et ne bénéficiant pas de rations à emporter que les 40 000 écolières appuyées par le programme de pays du PAM ont fait figure de pionnières au sein de leurs communautés, car elles ont été les premières à entrer dans le premier cycle du secondaire. Les rations à emporter ont incité les filles à poursuivre leurs études. Afin que les filles

⁹ La stratégie envisageait le transfert graduel des journées d'alimentation supplémentaire.

¹⁰ Descriptif du programme de pays, para. 32.

puissent continuer à fréquenter l'école et à recevoir une ration, les responsables communautaires et les parents ont mis fin à la pratique des mariages précoces, à l'emploi des filles dans les exploitations agricoles et à leur envoi en ville pour travailler. L'équipe d'évaluation a estimé que la distribution de rations alimentaires aux filles constituait, parmi les interventions du programme, le modèle de meilleure pratique dont la reproduction à plus grande échelle par le Gouvernement du Ghana offrait les perspectives les plus prometteuses. Par rapport à l'alimentation scolaire sur place, les rations à emporter se sont également révélées plus efficaces et plus faciles à gérer dans les écoles manquant de ressources.

17. S'agissant de l'alimentation scolaire, les études ont permis de déterminer que le temps de contact des enseignants avec des enfants était très limité, parfois moins de 2,5 heures par jour, et que les environnements d'apprentissage étaient fragiles¹¹. Les observations réalisées dans les écoles et les entretiens avec les directeurs d'établissement ont révélé que l'alimentation scolaire réduisait encore ce temps de contact, d'une heure en moyenne. Ces éléments tendent à montrer que les résultats scolaires peuvent être améliorés uniquement dans les établissements où le programme d'alimentation scolaire est bien géré, et supervisé de près par le directeur d'école, ce qui pose problème, surtout dans les écoles du nord qui manquent souvent de personnel.
18. Les rapports difficiles au début entre le PAM et les responsables du programme national d'alimentation scolaire ont limité les enseignements susceptibles d'être tirés des activités d'alimentation sur place au cours des premières années du programme de pays. Les relations de travail se sont améliorées ces deux dernières années et le nombre d'écoles bénéficiant d'activités d'alimentation scolaire conjointes est passé de 79 en 2007 à 104 en 2009, même si ce partenariat continue de connaître certains des problèmes opérationnels à l'échelon des districts, notamment pour des questions de rapport coût-efficacité¹². En décembre 2009, le PAM et d'autres partenaires ont aidé les responsables du programme national d'alimentation scolaire à définir une feuille de route pour la mise en œuvre de celui-ci. L'appui technique du PAM (centré sur les Achats au service du progrès et le renforcement de la protection sociale, et dispensé dans le cadre du partenariat avec la Banque mondiale dans le domaine de l'alimentation scolaire) a mis le programme national d'alimentation scolaire mieux en mesure de devenir un partenaire plus influent dans le prochain programme de pays.
19. **Effet direct 3:** amélioration de la capacité nationale. En 2006, le PAM s'est lancé dans une formation intensive de formateurs au suivi de la croissance et à la gestion des centres de nutrition, qui est dispensée aux volontaires des communautés et au personnel de santé. Depuis, le Service de santé du Ghana a assuré un niveau minime de remise à niveau dans ces domaines. Les observations effectuées dans les entrepôts centraux et dans les entrepôts gérés par les districts et les communautés semblent indiquer que le suivi du stockage et de la qualité des produits alimentaires réalisé par le bureau de pays ainsi que la formation qu'il dispense sur ces aspects ne permettent pas d'assurer une programmation efficace. Dans le cadre de la composante Soutien à l'éducation de base, plusieurs hauts fonctionnaires nationaux, attachés en particulier au programme national d'alimentation

¹¹ Moins de 20 pour cent des enfants qui atteignent la sixième année d'enseignement primaire (P6) savent lire et écrire, selon les évaluations nationales des résultats scolaires (Ministère de l'éducation [2009]. Rapport sur l'examen des résultats dans le secteur de l'éducation. Accra), et seulement 18 pour cent des enfants des premières classes du cycle primaire savent lire et écrire dans leur langue maternelle ou dans la langue officielle du Ghana.

¹² Les récents efforts menés par le PAM pour élargir l'alimentation scolaire en collaboration avec le programme d'alimentation scolaire du Ghana, ont eu pour résultat que les districts ont alloué l'appui du PAM à d'autres écoles que celles soutenues dans le programme national d'alimentation scolaire.

scolaire et au Ministère des collectivités territoriales et du développement rural, ont été initiés à des méthodes de ciblage plus efficaces et à des options pour la mise en œuvre d'approches de l'alimentation scolaire efficaces et reposant sur la production locale. En outre, le système d'alerte rapide et de sécurité alimentaire est devenu un important instrument de suivi de la sécurité alimentaire au Ghana, avec un engagement croissant de la part du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture.

20. Les améliorations de la capacité nationale ont été limitées, en grande partie en raison du faible niveau d'adoption par le Gouvernement des modèles de meilleures pratiques du PAM dans les domaines de l'alimentation scolaire d'une part et de l'alimentation supplémentaire et de l'éducation sanitaire et nutritionnelle de l'autre. Au début du programme de pays, le transfert progressif des activités nutritionnelles du PAM a été appuyé, mais le Gouvernement n'a pas pris en main la fourniture de produits alimentaires destinés à la composante ASESN. Bien que le Service de santé du Ghana tienne ses engagements en matière de transport des vivres du PAM (quoique de manière inefficace), ses responsables ont indiqué à l'équipe d'évaluation que, du fait de contraintes budgétaires, ils ne donnaient pas la priorité aux activités ASESN et ne jugeaient pas un soutien accru justifiable à l'avenir, en particulier au vu du coût de l'acheminement des vivres pour cette composante.
21. **Effet direct 4:** accroissement de la demande de produits agricoles nationaux. Les achats locaux du PAM ont augmenté de manière constante en volume et en valeur, passant de 5 315 tonnes d'une valeur de 1,8 million de dollars É.-U. en 2006 à 5 434 tonnes représentant 1,9 million de dollars en 2007, pour atteindre 10 828 tonnes d'une valeur de 7 millions de dollars en 2008. En 2007, 68 pour cent des vivres étaient achetés localement, chiffre porté à 77 pour cent en 2008. Ces denrées sont cultivées au Ghana, mais pas nécessairement dans les régions couvertes par le programme de pays, et sont souvent achetées par des négociants locaux. Au pic de la demande en 2008, il a été rapporté que plus de 2 000 agriculteurs bénéficiaient des achats locaux. La croissance de ces achats a rendu plus visible la contribution du PAM au renforcement des capacités et des revenus des agriculteurs. Cependant, la hausse des prix des produits alimentaires et les capacités de production limitées des exploitants agricoles ont restreint considérablement les quantités que le PAM a achetées localement en 2009. Les achats locaux de produits enrichis ont été retardés par des problèmes de contrôle de la qualité. Avec le lancement de l'initiative Achats au service du progrès et l'accent mis sur l'alimentation scolaire utilisant la production locale, les achats locaux demeurent un enjeu majeur pour le PAM, en particulier en période de prix élevés.
22. En s'appuyant sur des recherches et des consultations approfondies, le PAM a élaboré une stratégie générale de durabilité pour appuyer le concept gouvernemental d'alimentation scolaire utilisant la production locale¹³. Des liens ont été noués avec des groupes d'agriculteurs et des transformateurs produisant des aliments composés afin de développer les marchés locaux, de stimuler la production de produits locaux et d'accroître les revenus des agriculteurs locaux. Au niveau des communautés, les agriculteurs ne sont pas encore pleinement informés des possibilités offertes par le programme national d'alimentation scolaire et seule une faible proportion d'entre eux vendent leurs produits aux fournisseurs des cuisines scolaires. Les entretiens ont révélé que les agriculteurs et les responsables du programme d'alimentation scolaire du Ghana étaient disposés à appuyer

¹³ Gariba, S. 2007. *Sustainability Strategy for WFP Ghana* (Stratégie de durabilité pour le PAM au Ghana). Bureau de pays du PAM au Ghana, Accra; Van de Hoorn, M. 2009. *The Story Behind the Sustainability Study* (Les coulisses de l'étude de durabilité). Bureau de pays du PAM au Ghana, Accra.

les achats locaux et en mesure de le faire, mais que des modalités plus efficaces devaient être mises au point, en particulier au niveau des districts et des régions. Ces entretiens ont également fait apparaître qu'il était nécessaire de renforcer le dialogue avec les associations ou les réseaux d'agriculteurs et avec le programme de culture en bloc du Ministère de l'alimentation et de l'agriculture.

FACTEURS EXPLIQUANT LES RÉSULTATS

23. La performance du programme de pays résulte d'une combinaison de facteurs, pour une part externes et pour une autre part sur lesquels le PAM peut influencer. La sécheresse et les inondations qui se sont produites dans le nord du Ghana ont amené le personnel du bureau de pays et des bureaux auxiliaires à consacrer davantage de temps à la situation d'urgence entre 2007 et octobre 2009, au détriment des activités liées au programme de pays; le PAM ne disposait pas d'effectifs suffisants pour mener ces activités parallèlement à l'opération d'urgence. Malgré le renforcement du personnel en octobre 2008, les agents consultés ont indiqué qu'ils n'avaient pas pu réorienter leurs efforts sur le programme de pays avant 2009.
24. Les difficultés du Gouvernement à tenir ses engagements à l'égard du programme de pays ont été le principal facteur externe ayant nui à la mise en œuvre de ce dernier. La rotation de hauts fonctionnaires après la conception initiale du programme, s'est traduite par un appui réduit aux coordonnateurs des activités ASESN et par un suivi limité. La politique de santé et de nutrition a également été réorientée vers des approches davantage axées sur la prévention à travers la promotion de la santé et l'éducation nutritionnelle. Plusieurs parties prenantes importantes ont laissé entendre que l'approche en matière d'alimentation supplémentaire du PAM serait plus efficace et mieux adaptée au ciblage des enfants souffrant de malnutrition aiguë, plutôt que de malnutrition chronique.
25. Les produits et les effets directs du programme de pays ont pâti de l'ampleur géographique de la zone couverte conjuguée à l'insuffisance de l'engagement et des capacités des contreparties gouvernementales et des autorités des districts, qui n'ont pas été en mesure de prévoir les crédits nécessaires aux districts pour assurer le transport et la distribution des produits alimentaires en temps voulu. Ces problèmes ont entraîné des interruptions des chaînes d'approvisionnement à tous les stades de la programmation de l'ASESN et du SEB, retardant notamment le transport des vivres jusqu'aux sites d'intervention.
26. Dans les premiers temps, le programme de pays n'était financé qu'à hauteur de 70 pour cent, ce qui a limité les intrants. La deuxième moitié du programme de pays a été perturbée par la hausse des prix alimentaires, ce qui a mis en lumière le difficile arbitrage entre l'impératif pour le PAM d'effectuer les achats au meilleur prix et la nécessité de s'approvisionner sur place pour le programme scolaire à base de produits locaux. En outre, le transfert des responsabilités au gouvernement n'a guère été encouragé, que ce soit au niveau du Siège du PAM, du bureau régional ou du bureau de pays. Les divergences d'interprétation et les différents niveaux de compréhension et de mobilisation du personnel au sein du bureau du PAM au Ghana ont constitué l'une des principales contraintes. Pour réussir, le programme de pays exige des efforts continus pour encourager le personnel à acquérir de nouvelles compétences et à adopter les approches nécessaires à l'application de stratégies de transfert des responsabilités et de durabilité. Au nombre des aspects auxquels il faut prêter davantage d'attention: figurent les mesures visant à faciliter la stratégie de transfert des responsabilités au Service de santé du Ghana; un appui davantage centré sur les groupes engagés dans des activités rémunératrices et désignés pour prendre en main l'ASESN; le renforcement de l'engagement de la société civile dans l'appui aux activités

communautaires génératrices de revenus; un soutien aux bureaux de district pour leur permettre de budgétiser leurs cycles annuels d'assistance alimentaire; et un suivi plus rigoureux du développement des capacités et du transfert des compétences au niveau national, dans le contexte des effets directs 3 et 4.

BILAN D'ENSEMBLE ET RECOMMANDATIONS

27. La plupart des produits prévus dans le programme de pays se sont concrétisés, mais la mesure dans laquelle ils se sont traduits en effets directs et ont contribué à l'objectif global de développement a été limitée. Ce constat tient en grande partie à l'engagement insuffisant du Gouvernement, au manque de continuité dans la préparation du transfert des responsabilités et au peu de temps consacré au programme de pays par le personnel du bureau de pays à partir de 2007 en raison de l'opération d'urgence menée suite aux inondations et à la flambée des prix des produits alimentaires. De manière générale, le programme de pays pour le Ghana a atteint partiellement ses objectifs.
28. Au moment de sa conception, le programme de pays répondait aux besoins du pays, et bien qu'ambitieuse, l'action globale prévue est adaptée. Le programme reste pertinent dans le contexte actuel du Ghana.
29. De bons résultats ont été obtenus au plan de la durabilité en ce qui concerne le soutien à l'éducation de base, notamment le programme de distribution de rations à emporter, et ce malgré un appui financier très limité. Les achats locaux ont donné quelques résultats encourageants, en favorisant l'utilisation plus intensive des produits alimentaires locaux pour le soutien à l'éducation de base et en stimulant la production vivrière locale (effet direct 4). Les responsables du programme d'alimentation scolaire du Ghana reconnaissent le rôle important du PAM dans le renforcement du suivi ainsi que dans le ciblage et la définition du contenu des activités sur des questions telles que la préparation des menus et l'introduction du mélange maïs-soja.
30. Le soutien à l'éducation de base du PAM est tout à fait en phase et en synergie avec la stratégie de réduction de la pauvreté du Gouvernement, avec l'importance donnée par le Ministère des finances à la protection sociale et avec les buts fixés par le Ministère de l'éducation pour réaliser les OMD 2 et 3. Des améliorations ont été enregistrées en termes de parité entre les sexes pour ce qui est de la scolarisation et de l'assiduité dans l'enseignement primaire, et le nombre de filles accédant au premier cycle de l'enseignement secondaire a augmenté. Le programme de distribution aux filles de rations à emporter constitue un modèle de meilleure pratique qu'il est possible de reproduire à plus grande échelle. Le Ministère de l'éducation reconnaît que le PAM contribue à accroître les taux de scolarisation au niveau régional, mais ce constat n'a pas suffi à l'amener avec le Gouvernement, à dégager les moyens nécessaires pour transporter les vivres du PAM de manière efficiente et en temps voulu de façon à assurer le bon déroulement du programme. Il reste également des obstacles à surmonter pour que les écoles puissent gérer efficacement l'alimentation scolaire de manière à améliorer les résultats scolaires.
31. Dans l'ensemble, l'efficacité de la composante d'alimentation supplémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle a été modérée alors que le modèle a réussi à faire reculer l'émaciation, il n'est pas parvenu à réduire efficacement la malnutrition chronique et le retard de croissance. L'équipe d'évaluation se demande si le supplément alimentaire général fourni aux enfants, était l'approche la plus efficiente pour réaliser les effets directs du programme de pays. À mesure que le Gouvernement se dirige vers une approche plus préventive, le PAM devrait envisager des solutions autres que l'assistance alimentaire pour apporter une réponse plus efficace et plus adaptée à la malnutrition chronique et aiguë.

32. La mise en œuvre du programme de pays n'a guère été efficace, principalement en raison du peu de temps que lui a consacré le personnel du PAM, du manque de maîtrise et de capacités du Gouvernement pour faire avancer la vision et les stratégies ambitieuses du programme de pays. De nombreuses ruptures d'approvisionnement et de distribution ont été enregistrées, ce qui a amené à réduire la taille des rations et à livrer des aliments de qualité médiocre pour l'ASESN au niveau des communautés, ainsi qu'à interrompre la distribution des repas dans certaines écoles¹⁴. Il est aussi nécessaire d'améliorer le rapport coût-efficacité de l'approvisionnement des écoles bénéficiant à la fois du programme national d'alimentation scolaire et de l'assistance alimentaire du PAM dans les trois régions du nord¹⁵. Les budgets limités des districts et les retards dans le versement des contributions gouvernementales destinées aux livraisons de vivres¹⁶ peuvent aussi expliquer le faible niveau d'efficacité.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS¹⁷

33. **Recommandation 1.** Le PAM devrait poursuivre la mise en œuvre d'un programme de pays pour le Ghana et prévoir une stratégie de transfert des responsabilités basée sur l'aptitude du pays à satisfaire aux critères de préparation institutionnelle et aux normes applicables à l'alimentation scolaire. Le nouveau programme de pays devrait être lié à des seuils de référence/étapes de suivi que doit respecter le Gouvernement. La programmation du PAM au Ghana devrait systématiquement tendre à établir un modèle de meilleures pratiques pour l'instauration de filets de protection sociale d'un bon rapport coût-efficacité susceptibles d'être reproduits à plus grande échelle, en particulier dans la perspective de renforcer l'efficacité et le ciblage de l'alimentation scolaire et de la distribution de rations alimentaires aux filles.

- **Recommandation 1a.** Le Siège et le bureau de pays du PAM doivent mener avec le Gouvernement des entretiens de haut niveau au sujet des orientations et des contributions futures du PAM, à la lumière de son nouveau Plan stratégique et de sa politique en matière d'alimentation scolaire, laquelle met l'accent sur le développement des capacités institutionnelles. Le repositionnement du PAM en tant que partenaire de la mise en place de filets de protection sociale nécessitera, au cours des prochains mois, des débats de haut niveau sur les politiques à mener, avec le Ministère des finances, la Commission nationale de la planification du développement, les Bureaux du Président et du Vice-président et les ministères clés. Le PAM pourra ainsi élaborer une nouvelle stratégie, redéfinir et promouvoir la création d'un environnement favorable dans lequel son rôle dans l'établissement de modèles efficaces pour la programmation du développement social et de l'assistance alimentaire au Ghana est clairement défini.

¹⁴ Informations confirmées lors d'entretiens avec le personnel du PAM et d'autres parties prenantes régionales importantes, et validées à l'occasion des visites de l'entrepôt régional.

¹⁵ L'analyse par le PAM et le Boston Group des coûts de l'assistance alimentaire dans les écoles appuyées simultanément par le PAM et le Gouvernement tend à montrer que la fourniture conjointe de repas scolaires est moins efficace, car les responsables du programme national d'alimentation scolaire payent un supplément pour compléter les vivres fournis par le PAM.

¹⁶ Ces éléments ont été mentionnés par les agents du PAM et le personnel de contrepartie gouvernementale comme étant des entraves majeures à la bonne exécution du programme.

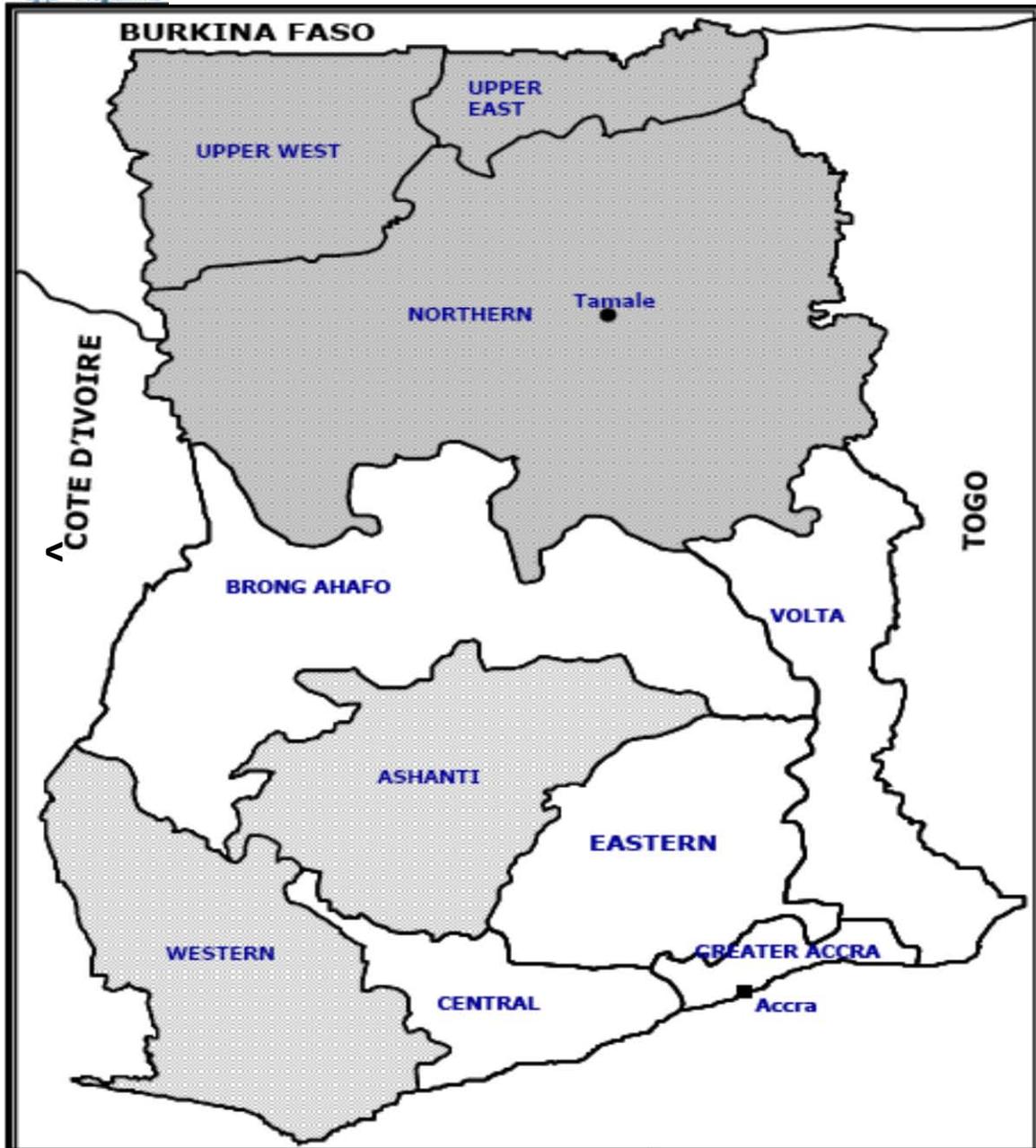
¹⁷ Le texte intégral des recommandations figure dans le rapport principal.

34. **Recommandation 2.** Il conviendrait de conduire le ciblage des districts avec plus d'efficacité. Le PAM devrait classer les districts en fonction de critères portant sur la pauvreté et la faim, et centrer les programmes futurs sur un petit nombre de districts dans les trois régions du nord qui accusent les niveaux les plus élevés de sous-alimentation et d'insécurité alimentaire d'après une nouvelle analyse et cartographie de la vulnérabilité, et sont les plus sujettes à la sécheresse. Ces améliorations devraient renforcer les effets directs potentiels, aider à démontrer l'efficacité de modèles décentralisés, optimiser la gestion du transport et faciliter le suivi.
35. **Recommandation 3.** Le soutien à l'éducation de base et notamment la distribution de rations aux filles devrait rester l'un des éléments phares du programme pour le Ghana et il faudra lui donner un beaucoup plus grand retentissement dans les instances où sont débattues aujourd'hui les politiques de protection sociale et auxquelles participent le Ministère des finances, les partenaires de l'appui budgétaire multidonateur et le groupe sectoriel chargé de la protection sociale. Les futures distributions de rations alimentaires planifiées dans le programme de pays devraient couvrir au moins 70 à 90 pour cent des dernières classes de l'enseignement primaire et des établissements du premier cycle de l'enseignement secondaire, en utilisant l'approche des cohortes qui inclut tous les enfants pour une année scolaire donnée, mais en centrant le programme sur un plus petit nombre de districts choisis en fonction des indices de parité des sexes et du nombre de filles non scolarisées. Il conviendrait d'adopter pour les distributions de rations alimentaires une approche multisectorielle sous la direction du Ministère de l'éducation et en collaboration avec d'autres ministères, dont le Ministère de l'emploi et des affaires sociales qui est chargé de la protection sociale.
36. **Recommandation 4.** L'alimentation scolaire sous la conduite du PAM devrait promouvoir un modèle économiquement efficient basé sur la production locale. Ce modèle devrait aider les partenaires gouvernementaux et les partenaires de développement à envisager des approches plus efficaces de l'alimentation scolaire, compte tenu en particulier des environnements d'apprentissage fragiles du nord du Ghana. Il conviendrait de tester des repas mieux acceptés des populations locales et moins chers que ceux actuellement fournis dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire. Le modèle du PAM devrait mettre en évidence les meilleures pratiques pour: i) l'amélioration des résultats de l'enseignement; ii) l'établissement de liens avec des groupes d'agriculteurs; et iii) le renforcement de l'implication des communautés et des districts ainsi que le développement de la production agricole nationale dans les districts ciblés par le PAM qui participent à l'initiative Achats au service du progrès.
- **Recommandation 4a.** Il est de la plus haute importance pour le programme d'alimentation scolaire de définir soigneusement les rôles des directeurs d'établissement et du Service de l'éducation du Ghana de façon à assurer une gestion efficace des activités, satisfaisant les critères de qualité et en optimisant les résultats de l'enseignement.
 - **Recommandation 4b.** Dans les écoles qui ne parviennent pas à assurer la distribution d'un repas chaud par jour, il conviendrait d'adopter une approche de l'alimentation scolaire plus simple, plus économique et demandant moins de temps, en optant par exemple pour des biscuits enrichis produits localement. Ce type d'approche devrait être expérimenté, suivi et évalué dans certaines zones rurales et urbaines où le PAM sera probablement appelé à collaborer dans le domaine de l'alimentation scolaire avec le Ministère de l'éducation par l'intermédiaire du Service de l'éducation du Ghana et du Ministère des collectivités territoriales et du développement rural.

37. **Recommandation 5.** Le bureau de pays devrait engager des consultations approfondies avec le Ministère de la santé au niveau national et régional ainsi qu'avec d'autres partenaires tels que l'UNICEF. L'objectif de ces consultations serait de restructurer et élaborer des modèles d'intervention nutritionnelle du PAM visant à lutter contre la malnutrition légère/modérée afin de compléter la nouvelle approche gouvernementale axée sur la prévention dans les domaines de la santé et de la nutrition. Dans le prochain programme de pays, le PAM devrait également examiner s'il peut appuyer le Gouvernement dans la réduction de la malnutrition aiguë, en introduisant l'assistance alimentaire dans les services communautaires de santé, comme les centres communautaires de planification sanitaire et de soins de santé ainsi que les centres publics de nutrition en place.
- **Recommandation 5a.** S'agissant du programme en cours d'alimentation supplémentaire et d'éducation sanitaire et nutritionnelle, il conviendrait de définir un plan clair de transfert des responsabilités et de retrait progressif, basé sur la liste actuelle des communautés et après concertation avec le Gouvernement.
38. **Recommandation 6.** Le PAM devrait veiller à ce que les effectifs, le suivi et l'appui de ses chargés de programmes soient adéquats pour réaliser pleinement les objectifs des futurs programmes de pays qui utilisent des approches centrées sur le développement et la durabilité. Le bureau de pays devrait établir des plans pour le personnel assurant que 30 pour cent au moins du temps de travail soit consacré au programme de pays, même en période d'urgence. Les consultations sur les grandes orientations entre les hauts fonctionnaires du PAM et les contreparties gouvernementales devraient être plus approfondies, élargies à un plus grand nombre de services et ministères publics et plus régulières, de manière à ce que les activités du PAM restent bien coordonnées, cohérentes et en phase avec les plans de développement du Gouvernement.
39. **Recommandation 7.** Le bureau de pays devrait forger de nouveaux partenariats avec des organismes de la société civile et d'autres intervenants au niveau des districts ou des communautés afin d'appuyer et d'élargir les liens entre les autorités nationales et les communautés dans les districts ciblés, de promouvoir la responsabilisation et la prestation de services, et de mettre en œuvre des stratégies de durabilité. Ces partenariats devraient faire l'objet d'un suivi trimestriel, en particulier aux niveaux sous-régionaux.
40. **Recommandation 8.** Dans le cadre du nouveau programme de pays, il conviendrait de donner aux unités de planification et de coordination relevant des assemblées de district, des orientations plus précises concernant leurs rôles et responsabilités dans le suivi des programmes de santé, de nutrition et d'éducation dans leurs circonscriptions. Des fonds devraient être dégagés pour réaliser un suivi conjoint avec les chargés de la planification et du budget au sein de chaque assemblée de district et pour renforcer les sous-comités responsables des affaires sociales qui supervisent les interventions du développement social. Ces mesures contribueraient à assurer une prise en charge à long terme du programme au niveau des districts et amélioreraient la supervision de la programmation de l'assistance alimentaire de façon à diminuer autant que possible les pertes.
41. **Recommandation 9.** En concertation avec le bureau régional et le Siège, le bureau de pays devrait améliorer le suivi et le contrôle de la ponctualité et de la qualité de l'exécution du programme de pays, en particulier, en ce qui concerne le travail des contreparties gouvernementales, la qualité et l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et des installations de stockage et la bonne réalisation des effets directs associés aux activités. A cet effet, le PAM pourrait être amené à s'impliquer davantage dans le transport de vivres avec le Gouvernement, afin de réduire les facteurs d'inefficacité.



PROGRAMME DE PAYS GHANA 104180 (2006-2010)



LEGEND		Map Peroduced by VAM ODDY April 2005 Spatial files from Global Discovery Digital Mapping by Europa Technology LTD 2001 Carte établie par le PAM – VAM ODDY, avril 2005
Support for Basic Education (Basic component 2)	Supplementary Feeding and Nutrition Support	
LÉGENDE		
Soutien à l'éducation de base (composante 2)	Soutien à l'alimentation supplémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle, y compris le soutien à l'éducation de base (composantes 1 y 2)	
Bureau de pays du PAM	Bureau auxiliaire du PAM	

The designations employed and the presentation of material in this map do not imply the expression of the views of the United Nations Secretariat on the legal status of any country, territory, city or area, or of its frontiers or limits.

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ASESN	alimentation supplémentaire et éducation sanitaire et nutritionnelle
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SEB	soutien à l'éducation de base
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance